

# Sonnez Buccins,résonnez Trompettes : un nouveau service public est créé en date du 1er janvier 2022

Posté le : 25 octobre 2021 11:25 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Europe de l'est, Attitudes, Analyse sectorielle, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

La campagne présidentielle est bien commencée et un des thèmes principaux est de contenir l'extrême création d'emplois dans le Service Public. L'échec dramatique du système médical français, incapable de sortir un vaccin, incapable de fournir des masques, des respirateurs, des produits de première nécessité médicale, a été justement imputé à l'incroyable poussée de la bureaucratie créée par l'Énararchie compassionnelle et bienveillante, avec ses 35 % de bureaucrates là où tout le monde se contente de 20 à 25 % dans les pays développés. Les Français ont tout d'un coup réalisé qu'ils nourrissaient grassement un troupeau de 18 000 fonctionnaires catégorie A au ministère de la Santé et dans les ARS, incapables du moindre reste médical et que l'on avait empêché de former des médecins français par le numerus clausus ce qui faisait qu'on allait les chercher en Algérie ou en Roumanie. Les médecins ont expliqué qu'ils étaient obligés de remplir des papiers, avant, pendant et après tout geste médical, ce qui ralentissait leur travail devenu à la fois assommant et burlesque. On a vu avec Mme Buzin et M. Véran, s'étaler le clanisme familial et politique, associé à une morgue et une incompétence parfaite jusqu'au caricaturale, qui produit les dirigeants de ce foutoir politico-administratif de pétochards à la fois fourbes, lâches, violents et cupide:

C'était tellement gênant que l'énarque Macron, entouré par une garde extrêmement réduite de copains énarques, et bien décidé à transformer la fonction présidentielle en investissement résidentiel, par une pestilentielle démagogie, a décidé de supprimer le nom de l'ENA pour une école de service public qui empêche de nommer facilement le viol de la démocratie par l'entriste cumulatif des hauts fonctionnaires, sans changer rien à cet abus.

Tout le monde constate, ahuri, le niveau totalement hystérique de l'achat de votes pratiqué par l'équipe de hauts fonctionnaires hors sol au pouvoir. Mais personne ne souligne ce qui se passe au ras du sol. Là, le rêve, c'est de créer des nouveaux services publics avec des noms bucoliques de plus en plus « com' débile » et « novlangue ». Ah ! créer des machins nationaux capables de devenir des verrues administratives de type cancérigène, il n'y a que cela de vrai. On se souvient que Chirac étant président et Jospin premier ministre, Mme Aubry ministre, tous énarques, et M. Kouchner, illustration de la bienveillance médiatisée et clanique à toutes mains, mais en manque de retraite solide, secrétaire d'État à la santé, ce petit monde avait essayé de créer un « grand service public du transport médicalisé ». Ils étaient tombés sur une réaction sauvage des chauffeurs de taxi, dont l'activité médicalisée représentait jusqu'à 40 % du chiffre d'affaires en province, et avaient été obligés de reculer. L'Énarque recule toujours devant les jacqueries quitte à revenir à la charge plus tard.

Là nous voyons l'énarque Macron, avec son premier ministre (paraît-il) l'énarque Castex, mettre en place avec l'énarque Wargon, qui se signale beaucoup ces derniers temps en Marie-Chantal de caricature (fille de polytechnicien ministre de gauche et de droite et inversement et d'une mère énarque fonctionnant sous Hidalgo, preuve d'une docilité remarquable et d'un manque de souci de l'intérêt public assez remarquable) décider de créer quoi ? Vous ne voyez pas ? Allons ! Allons ! Que peut créer une troïka de hauts fonctionnaires énarques en folie ? Mais si, ils ont osé : oui, ils ont

créé un « nouveau service public », à la française et comme on ne parle plus le français chez ces gens-là, on l'a appelé « France'renov ». Maprim'Renov mais cela faisait petit bras.

Cette nouvelle fonction publique va conduire le changement climatique en France, c'est-à-dire jouer les scouts de la distribution des fonds immenses que l'on compte mettre à la disposition des Français, fonds qu'on a pris dans leur poche, ou à la BCE, à charge de remboursement, pour qu'ils respectent les différents « passes CO2 » qu'on commence à leur imposer. *«France rénov' aura pour but d'informer, conseiller et accompagner les ménages dans leurs travaux de rénovation»*. Ces débiles n'auraient rien pu faire sans la douce intervention d'un nouveau service public.

Pour les amateurs de sottise administrative sotte et invasive, nous laissons goûter ce passage de cette littérature de compétition :

« Un numéro de téléphone et une plateforme web uniques seront créés, de manière à ce que l'utilisateur ait accès facilement à des informations sur les aides, un simulateur, l'adresse de l'espace conseil le plus proche, ainsi que la liste des artisans labellisés Reconnu Garant de l'Environnement ([RGE](#)). Le dispositif s'appuiera sur les réseaux Faire et les points rénovation info service de l'Anah, soit 450 guichets sur le territoire ; ceux-ci deviendront des "espaces France rénov'". *"Ce réseau continuera de grandir pour couvrir tous le territoire, cofinancé par les [CEE](#) via le programme Sare et les collectivités locales"*, ajoute le ministère. *"Cela constitue une simplification pour les ménages, puisqu'il existait auparavant deux réseaux s'adressant à des publics différents."*

Si vous saviez qu'il y avait deux réseaux existants, vous êtes très au-dessus du lot. Si vous savez ce que sont les financements CEE (non ce n'est pas l'Europe) vous atteignez les sommets.

En revanche si vous ne sentez pas la fierté qui va habiter les artisans dotés du label RGE et ne comprenez pas l'immense avantage de tout cela pour les ménages vous êtes un fieffé imbécile, réactionnaire et climatosceptique.

La phrase clé : « Ce réseau continuera de grandir ». Un foyer parkinsonien de croissance administrative vient d'être créé pour les mille ans à venir. Le CO2 n'a qu'à bien se tenir.

Les architectes et autres professionnels n'avaient donc pas la capacité de jouer ce rôle ? Distribuer l'argent des autres ne présente en général pas grandes difficultés. Pas question on ne craint pas leur réaction.

Nous voici avec un nouveau service public, s'appuyant sur des législations kilométriques, mettant sous tutelle tous les acteurs qui savent faire, et qui devront comme les médecins obéir à des sous-fifres incultes et incapables au moins dans les disciplines du bâtiment, et distribuant un « pognon de dingue ». M. l'énarque Macron avait promis 120 000 fonctionnaires de moins. Certains ne s'étaient pas écroulés de rire en entendant ces fadaïses pour électeurs débiles. On finira l'année 2022 avec 65 000 postes de plus (on en est déjà à 45 000). Dans cinq ans la Cour des Comptes, pour faire la nique aux conseillers d'état qui dominent actuellement, pondra un rapport sanglant sur les mécomptes et les gaspillages de France Renov'. Il ne se passera rien. Mais tout le monde aura « fonctionné », c'est-à-dire brasser du vent et l'argent des contribuables actuels ou futurs.

Et le dindon de la farce sera toujours le même : le crétin de base qui doit travailler avec compétence pour vivre. Il doit faire face à la concurrence des entrepreneurs opportunistes qui rassemblent des Africains et des Moldo-valaques sur tous les marchés artificiels subventionnés, et se faufiler entre les « passes » (un mot évocateur bien choisi) divers et les diverses conséquences d'un réchauffement climatique qui ne va pas s'atténuer le moins du monde.

Si un fonctionnaire savait faire baisser la température, on vivrait en France dans des igloos depuis longtemps. Sans subvention.

